

**Assemblée générale**

Distr. générale  
3 juin 2005  
Français  
Original: anglais

**Soixantième session**

Point 54 f) de la liste préliminaire\*

**Développement durable : promotion des sources d'énergie  
nouvelles et renouvelables, y compris l'application  
du Programme solaire mondial 1996-2005****Lettre datée du 31 mai 2005, adressée au Secrétaire général  
par le Représentant permanent de l'Allemagne**

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement de l'Allemagne – ainsi que l'a annoncé le Chancelier Gerhard Schröder lors du Sommet mondial pour le développement durable à Johannesburg – a accueilli la Conférence internationale sur les énergies renouvelables intitulée Renewables 2004 à Bonn (Allemagne), du 1<sup>er</sup> au 4 juin 2004. Des délégations de 154 pays ont assisté à cette conférence intergouvernementale, y compris 121 ministres chargés de l'énergie, de l'environnement et du développement, en même temps que de nombreux représentants de l'ONU et d'autres organisations internationales, d'organisations non gouvernementales, de la société civile, du secteur privé et d'autres groupes de parties prenantes.

Les principaux textes issus de la Conférence internationale sont les suivants :

a) Dans la Déclaration politique, les participants « partagent la vision que les énergies renouvelables, combinées avec une efficacité énergétique accrue, deviendront une source d'énergie des plus importantes et largement disponible et qu'elles offriront de nouvelles perspectives de coopération entre tous les pays » et ils « réaffirmeront leur volonté d'augmenter significativement, en ayant conscience de l'urgence, la part mondiale des sources d'énergie renouvelables dans l'offre globale d'énergie ». La Déclaration contient également des dispositions visant à donner suite à la Conférence;

b) Le Programme d'action international se compose environ de 200 engagements et actions volontaires qui témoignent de l'intérêt que porte la communauté internationale aux énergies renouvelables. En ce qui concerne la participation de l'Allemagne à ce programme, le Chancelier Gerhard Schröder a engagé des fonds supplémentaires qui se traduiront par un investissement dans les énergies renouvelables et une efficacité énergétique accrue, d'un montant de 500 millions d'euros au cours des cinq prochaines années;

\* A/60/50 et Corr.1.



c) Les Recommandations politiques pour les énergies renouvelables offrent une palette de stratégies destinées aux décideurs des institutions publiques et privées.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de la Déclaration politique de la Conférence internationale sur les énergies renouvelables jointe comme document de la soixantième session de l'Assemblée générale au titre du point 54 f) de la liste préliminaire.

(Signé) Gunter **Pleuger**

---

**Annexe à la lettre datée du 31 mai 2005, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Allemagne**

**Déclaration politique de la Conférence internationale sur les énergies renouvelables**

1. Les ministres et représentants des gouvernements de 154 pays réunis à Bonn (Allemagne) du 1<sup>er</sup> au 4 juin 2004 pour la Conférence internationale sur les énergies renouvelables<sup>a</sup> reconnaissent que les énergies renouvelables, combinées avec une efficacité énergétique accrue, peuvent contribuer considérablement au développement durable, à donner accès à l'énergie, en particulier aux pauvres, à réduire les émissions des gaz à effet de serre et à diminuer les polluants aériens nocifs, en générant ainsi de nouvelles opportunités économiques et en améliorant la sécurité énergétique grâce à la coopération et à la collaboration.

2. Les ministres et représentants des gouvernements sont convenus de faire fond sur les résultats et accords obtenus au Sommet de la Terre à Rio de Janeiro (1992), dans la Déclaration du Millénaire et les objectifs du Millénaire pour le développement (2000), et lors du Sommet mondial pour le développement durable (2002). Ils réaffirment leur volonté d'augmenter significativement, en ayant conscience de l'urgence, la part mondiale des sources d'énergie renouvelable dans l'offre globale d'énergie. Ils partagent la vision que les énergies renouvelables, combinées avec une efficacité énergétique accrue, deviendront une source d'énergie des plus importantes et largement disponible et qu'elles offriront de nouvelles perspectives de coopération entre tous les pays.

3. Les ministres et représentants des gouvernements réaffirment également leur volonté d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement adoptés par les Nations Unies, et notamment ceux visant à réduire de moitié la proportion de la population mondiale vivant dans l'extrême pauvreté et à assurer un environnement durable d'ici à 2015. Pour atteindre ces objectifs, il faudra développer considérablement l'accès à l'énergie dans les pays en développement. On estime pouvoir faire accéder jusqu'à 1 milliard de personnes à des services énergétiques utilisant des énergies renouvelables, à condition que le développement des marchés et les mécanismes de financement puissent être améliorés comme prévu dans le cadre du Programme d'action international de la Conférence.

4. Conscients des différences de situation entre les régions et les pays ainsi que de leurs responsabilités communes mais différenciées et de leurs capacités respectives, les ministres et représentants des gouvernements soulignent la nécessité de mettre en place des cadres réglementaires et politiques cohérents qui soutiennent le développement de marchés florissants des technologies d'énergies renouvelables et reconnaissent le rôle important du secteur privé. Il convient pour cela d'éliminer les obstacles et d'assurer une concurrence équitable sur les marchés de l'énergie ainsi que de tenir compte du concept de l'internalisation des coûts externes pour toutes les sources d'énergie. De tels cadres sont essentiels pour exploiter de manière efficace et rationnelle le potentiel des technologies renouvelables, créer des conditions favorables aux investissements publics et privés dans les énergies

---

<sup>a</sup> Dans le contexte de Renewables 2004, les sources d'énergies renouvelables et les technologies relatives à ces dernières incluent : l'énergie solaire, l'énergie éolienne, l'hydroélectricité, la biomasse, y compris les biocarburants, et la géothermie.

renouvelables et étendre les services énergétiques modernes aux populations qui n'y ont pas accès actuellement. Les ministres et représentants des gouvernements prennent note des pays qui ont adopté et de ceux qui vont adopter des objectifs destinés à accroître la fraction des énergies renouvelables dans les sources d'énergie utilisées et ils prennent note également avec satisfaction des recommandations politiques relatives aux énergies renouvelables qui fournissent aux responsables une palette d'options.

5. Les ministres et représentants des gouvernements considèrent comme essentiels, pour développer le financement des énergies renouvelables, une coopération internationale accrue portant sur le renforcement des capacités et le transfert de technologies, des dispositions institutionnelles efficaces à tous les niveaux, la responsabilité des entreprises, la microfinance, des partenariats public-privé et des politiques avancées des organismes de crédit à l'exportation. Il faudrait également envisager des incitations financières et une plus grande part de l'aide publique au développement comme catalyseurs de financement. Les institutions financières internationales, y compris la Banque mondiale et les banques de développement régionales, devraient accroître leurs investissements dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, et devraient fixer, dans leurs dossiers de projets, des objectifs précis en matière d'énergies renouvelables.

6. Les ministres et représentants des gouvernements soutiennent le renforcement des capacités humaines et institutionnelles dans le domaine des énergies renouvelables. Il s'agit notamment de : a) renforcer les capacités d'analyse politique et d'évaluation des technologies, et intensifier les efforts concernant l'éducation, l'égalité hommes-femmes et le rôle de la femme; b) sensibiliser les responsables au sein des gouvernements et les bailleurs de fonds aux atouts des énergies renouvelables; c) promouvoir la demande des consommateurs en technologies renouvelables; d) aider au développement de la commercialisation, de la maintenance et d'autres capacités de services; et e) renforcer la collaboration régionale et internationale ainsi que la participation des parties prenantes, y compris des groupes de femmes, afin de faciliter l'accès aux informations pertinentes et aux bonnes pratiques, et d'assurer les échanges dans ce domaine.

7. Les ministres et représentants des gouvernements insistent sur la nécessité de renforcer la recherche et le développement de façon ciblée, notamment par les pays développés, y compris le développement de la recherche et des technologies locales dans les pays en développement et les pays en transition. L'accent devrait être mis en particulier sur le caractère abordable et la réduction des coûts, sur des modes de commercialisation et de financement innovants et sur des modèles de recouvrement des coûts rentables et proches du consommateur, étant bien entendu que différentes énergies renouvelables offrent différentes opportunités et sont soumises à différentes contraintes.

8. Les ministres et représentants des gouvernements s'engagent à œuvrer, individuellement et ensemble, à la réalisation de ces objectifs en prenant les mesures qu'ils ont proposées dans le Programme d'action international et grâce à d'autres mesures volontaires. Ils conviennent qu'il devrait être rendu compte de ces progrès mesurables à la Commission du développement durable et que les progrès réalisés devraient faire l'objet d'un examen comme le prévoit le Plan de mise en œuvre de Johannesburg. Des dispositions de suivi appropriées devraient être définies lors

d'une future réunion de préparation des quatorzième et quinzième sessions de la Commission.

9. Les ministres et représentants des gouvernements conviennent de coopérer au sein d'un « réseau politique mondial » avec des représentants des parlements, des autorités locales et régionales, du monde universitaire, du secteur privé, des institutions internationales, des associations industrielles internationales, des consommateurs, de la société civile, des groupes de femmes et des partenariats concernés dans le monde entier. Ce réseau informel devrait tenir compte du travail déjà entrepris par les partenariats existants et favoriser un échange approfondi et ouvert des perspectives, enseignements et expériences divers dans le domaine du développement et de l'utilisation des énergies renouvelables.

10. Enfin, les ministres et représentants des gouvernements s'engagent à réaliser des progrès réels et un important suivi lors des quatorzième et quinzième sessions de la Commission du développement durable, et décident pour cela de poursuivre le dialogue politique de haut niveau engagé à Bonn.

11. Les ministres ont félicité le Gouvernement de l'Allemagne et le peuple allemand d'avoir organisé cette conférence et d'avoir permis de souligner qu'il importait de progresser dans la mise en œuvre des engagements pris à Johannesburg concernant les énergies renouvelables afin de parvenir à un développement durable à l'échelle de la planète.

---